En même temps, la régie entreprend de vérifier soigneusement les devis des bâtiments et de tous les articles fabriqués de bois afin que les bois de qualités appropriées soient employés là où c'est possible de le faire. Le Gouvernement épargne de cette façon des centaines de milliers de dollars et une quantité considérable de matériaux précieux. Des quantités énormes de bois sont employées dans la fabrication de boîtes et de caisses pour le transport des munitions, des vivres, de l'outillage automoteur, des avions et d'autres fournitures de guerre. A la demande de la régie plusieurs genres de récipients sont remaniés dans les laboratoires de produits forestiers du Ministère des Mines et Ressources, effectuant ainsi des économies importantes de bois d'œuvre et d'espace sur les navires.

Pour contre-balancer l'insuffisance d'acier de charpente durant la période de construction la plus active, de nouvelles techniques sont adoptées en vue d'utiliser le bois. D'énormes charpentes peuvent être élevées sans poutres d'acier grâce à l'emploi d'un nouveau procédé de raccordement annulaire qui permet la fabrication de joints de bois d'une résistance beaucoup plus forte qu'auparavant. Plus de 700 hangars, salles d'exercice, entrepôts et autres bâtiments qui exigent une surface maximum d'espace libre sont construits au Canada avec des pièces de charpente de sapin de Douglas reliées au moyen de ce nouveau procédé.

Les prix du bois d'œuvre sont au nombre des premiers prix régis au Canada. Au début, il ne s'agit que d'ententes non officielles entre le régisseur du bois et les commerçants mais, avec la mise en vigueur de la régie générale des prix le 1er décembre 1941, sous la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, le régisseur du bois est nommé administrateur des prix du bois d'œuvre. En 1942, seuls de légers ajustements des prix sont autorisés mais, en 1943, la hausse du coût de la production nécessite une revue générale des prix du bois d'œuvre à travers le Canada et des ajustements à la hausse dans la plupart des cas. Puis, jusqu'à la fin des hostilités, le plafond des prix du bois d'œuvre n'est plus modifié, sauf quelques exceptions où les circonstances exigent des mesures spéciales.

Quant aux besoins civils, les restrictions sont établies d'abord sous la direction non officielle de la régie, mais en janvier 1943 une ordonnance stipule que personne ne peut acheter pour plus de \$1,000 de bois d'œuvre ou de bois usiné en vue de construire ou de réparer une usine quelconque, ou pour plus de \$200 en vue de construire ou de réparer un édifice autre qu'une usine, sans un permis de la régie du bois ou une licence de la régie de la construction. Cette ordonnance est rescindée le 22 février 1944, mais certaines restrictions subsistent même après la guerre. D'autres ordonnances, approuvées à différentes époques, interdisent l'emploi de l'épinette de Sitka, propre à l'aviation, pour toutes fins autres que la fabrication d'avions, et les billes de merisier de qualité supérieure propres au placage doivent être mises à la disposition des autorités. A la fin de 1945, presque toutes les ordonnances de ce genre sont rescindées, mais il faut encore limiter les exportations de bois d'œuvre.

Depuis la fin de la guerre, la demande domestique de bois d'œuvre pour tous les usages, y compris la construction, l'entretien des chemins de fer et l'industrie en général, s'accélère vivement avec le retour de l'industrie à ses activités de temps de paix. La demande d'exportations s'élève aussi à des sommets sans précédent en raison de la reconstruction nécessaire dans le monde entier. A la fin de 1945, la demande visible de bois d'œuvre canadien est beaucoup plus forte que l'offre, bien que les estimations préliminaires indiquent que la production de l'année atteigne le total élevé de 4,900,000,000 de pds m.p.